



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CHARTRES MÉTROPOLE 2019 - 2025



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

2019 – 2025

Entre

La Région Centre- Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n° 19.08.26.67 du 13 septembre 2019.

ci-après dénommée « la Région »

Et

La Communauté d'Agglomération de Chartres Métropole, représentée par Monsieur Jean-Pierre GORGES, Président, dûment habilité par délibération n° CC2019/079 du 26 septembre 2019,

La Commune de Chartres, représentée par Monsieur Jean-Pierre GORGES, Maire, dûment habilité par délibération n°CM2019/153 du 20 juin 2019.

ci-après dénommés « les co-signataires »

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La délibération du Conseil régional DAP n°18.05.09 du 18 octobre 2018 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération DAP n° 17.05.03 du 21 décembre 2017 relative au cadre d'intervention modifié de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A.vos ID »,

La délibération CPR n°14.09.26.121 du 17 octobre 2014, approuvant le document « Ambitions 2020 » pour le Bassin de Vie de Chartres,

La délibération CPR n° 19.08.26.67 du 13 septembre 2019 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire de l'agglomération de Chartres Métropole,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale de l'Agglomération de Chartres Métropole définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maîtres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

EPCI	Commune	Population*
Agglomération de Chartres Métropole	Amilly	1843
	Allonnes	318
	Bailleau-l'Evêque	1179
	Barjouville	1746
	Berchères-les-Pierres	994
	Berchères-Saint-Germain	803
	Boisville-la-Saint-Père	703
	Boncé	243
	Bouglainval	768
	La-Bourdinière-Saint-Loup	691
	Briconville	220
	Challet	435
	Champhol	3554
	Champseru	300
	Chartrainvilliers	731
	Chartres	38728
	Chaffours	279
	Cintray	407
	Clévilliers	709
	Coltainville	892
	Corancez	400

Agglomération de Chartres Métropole	Le Coudray	4215
	Dammarie	1516
	Dangers	422
	Denonville	742
	Ermenonville-la-Grande	323
	Francourville	807
	Fontenay-sur-Eure	864
	Fresnay-le-Compte	339
	Fresnay-le-Gilmert	205
	Gasville-Oisème	1352
	Gellainville	686
	Houville-la-Branche	466
	Houx	793
	Jouy	1941
	Lèves	5671
	Lucé	16240
	Luisant	6710
	Maintenon	4296
	Mainvilliers	10558
	Meslay-le-Grenet	313
	Meslay-le-Vidame	537
	Mignières	960
	Mittainvilliers-Vérigny	804
	Moinville-la-Jeulin	155
	Morancez	1690
	Nogent-le-Phaye	1332
	Nogent-sur-Eure	514
	Ollé	607
	Oinville-sous-Auneau	335
	Poisvilliers	444
	Prunay-le-Gillon	1062
	Roinville-sous-Auneau	524
	Saint-Georges-sur-Eure	2536
	Saint-Aubin-des-Bois	882
	Saint-Léger-des-Aubées	265
	Saint-Prest	2013
	Sandarville	401
	Santeuil	307
	Sours	1903
	Theuville	681
	Thivars	1064
	Umpeau	402
	Ver-lès-Chartres	806
	Vitray-en-Beauce	357
	Voise	293
	TOTAL	136 373

* Population municipale au 1^{er} janvier 2017, recensement INSEE 2014

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 13 septembre 2025.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 13 septembre 2026, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 19 500 000 € répartis entre les priorités régionales selon le tableau figurant en page 11 du Contrat.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention qui définit notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme d'actions détaillé est présenté en annexe. Il identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b - Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

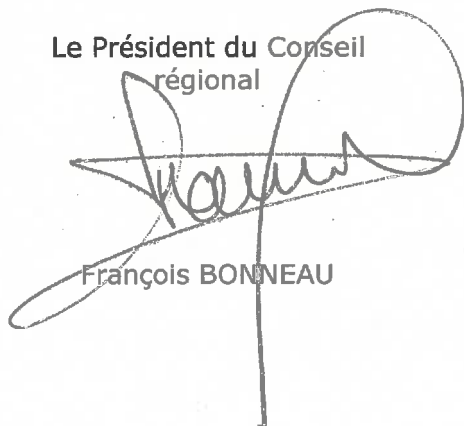
Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le

- 9 DEC. 2019

Le Président du Conseil
régional



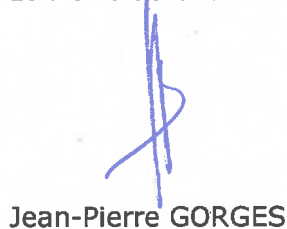
François BONNEAU

Le Président de
l'Agglomération de Chartres
Métropole



Jean-Pierre GORGES

Le Maire de Chartres



Jean-Pierre GORGES

Annexes :

- Tableau récapitulatif financier
- Règles de financement régional et modalités communes des CRST
- Programme d'actions



**CONTRAT régional
DE SOLIDARITÉ
territoriale**



CRST DE L'AGGLOMERATION DE CHARTRES METROPOLE

Tableau financier

Règles de financement régional et modalités communes des CRST

Programme d'actions

Plus qu'une Région, une chance pour les territoires

www.regioncentre-valdeloire.fr



CRST 2019-2025 Agglomération de Chartres Métropole	Ivst	Fct	Total subvention Contrat	% de la dotation globale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	290 000	0	290 000	1%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	130 000	0	130 000	1%
01 : Très Haut Débit	130 000	0	130 000	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	0	0	0	0%
02 : Foncier économique	0	0	0	
03 : Création de locaux d'activités	0	0	0	
Axe A3 : Economie agricole	160 000	0	160 000	1%
04 : Développement de l'agriculture biologique	100 000	0	100 000	
05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité	60 000	0	60 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	0	0	0	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
Axe A6 : Economie touristique	0	0	0	0%
10 : Tourisme à Vélo	0	0	0	
14 : Site touristiques et lieux d'information touristiques	0	0	0	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	7 194 000	20 000	7 214 000	37%
Axe B1 : Services à la population	239 600	20 000	259 600	1%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	0	0	0	
15.1 : Projets locaux de santé	0	20 000	20 000	
19 : Structure d'accueil petite enfance		0	0	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	239 600	0	239 600	
21 : Soutien au commerce de proximité	0	0	0	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	725 400	0	725 400	4%
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	673 400	0	673 400	
17 : Equipements de lecture publique	52 000	0	52 000	
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	0	0	0	
Axe B3 : Sport	6 229 000	0	6 229 000	32%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	229 000	0	229 000	
22-1 : Complexe culturel et sportif	6 000 000	0	6 000 000	
22-2 : Equipements nautiques	0	0	0	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	7 946 500	0	7 946 500	41%
Axe C0 : Paysages	320 000	0	320 000	2%
22-3 : Aménagements paysagers du Plan vert	320 000		320 000	
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	340 000	0	340 000	2%
23 : Aménagement d'espaces publics	340 000	0	340 000	
Axe C2 : Foncier	0	0	0	0%
23-1 : Requalification de friches urbaines	0		0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0		0	

Axe C3 : Habitat – Logement	1 000 000	0	1 000 000	5%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	96 000	0	96 000	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	262 000	0	262 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0	0	0	
27 : Rénovation thermique du parc public social	642 000	0	642 000	
AXE C4 : Rénovation urbaine	3 083 500	0	3 083 500	16%
29 : Rénovation urbaine Chartres	358 500	0	358 500	
29 : Rénovation urbaine Mainvilliers	2 725 000	0	2 725 000	
AXE C5 : Mobilité durable	3 203 000	0	3 203 000	16%
30 : Vélo utilitaire	880 000	0	880 000	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0	0	0	
30-3 : Aménagement Pôle Gare (infra-ferroviaire)	2 323 000	0	2 323 000	
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE				
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0	10 000	10 000	0%
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	825 000	150 000	975 000	5%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	755 000	150 000	905 000	
32 : Gestion alternative des espaces publics	20 000	0	20 000	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	50 000	0	50 000	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	2 283 000	0	2 283 000	12%
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	800 800	0	800 800	
35-2 : Bonification climat énergie	0	0	0	
35-3 : Eclairage public	1 482 200	0	1 482 200	
36 : Filière bois énergie	0	0	0	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0	0	0	
ENVELOPPE FONGIBLE*	131 500		131 500	1%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	18 670 000	180 000	18 850 000	97%
F : A VOS ID (dont 25 000 € de capitalisation pour le réseau Oxygène)			650 000	3%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT		19 500 000		

*L'enveloppe fongible sera orientée prioritairement vers le THD.

ATTENDUS REGIONAUX		MAQUETTE	ECART
CREDIT RESERVES POUR LA TRANSITION		4 560 000 €	10 000 €
Minimum Biodiversité	975 000 €	975 000 €	- €
Minimum Energie*	2 925 000 €	2 925 000 €	- €
A VOS ID	650 000 €	650 000 €	- €
Autres crédits proposés		10 000 €	10 000 €
CENTRALITES ET ESPACES VECUS			
Plafond espaces publics (15%)	2 925 000 €	340 000 €	- 2 585 000 €
FONCTIONNEMENT			
Plafond global	900 000 €	180 000 €	- 720 000 €

*Prenant en compte l'axe Energie et la réhabilitation thermique des logements sociaux.

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ Conditionnalités sociales :

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).
- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion,

dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :

- o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
- o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
- o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.

- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.

- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :

- Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
- Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

¹ Conformément au point B - 1

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération. Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers**, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 28 : La couverture du territoire en Très Haut Débit

28.1 Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique de l'Eure et Loir

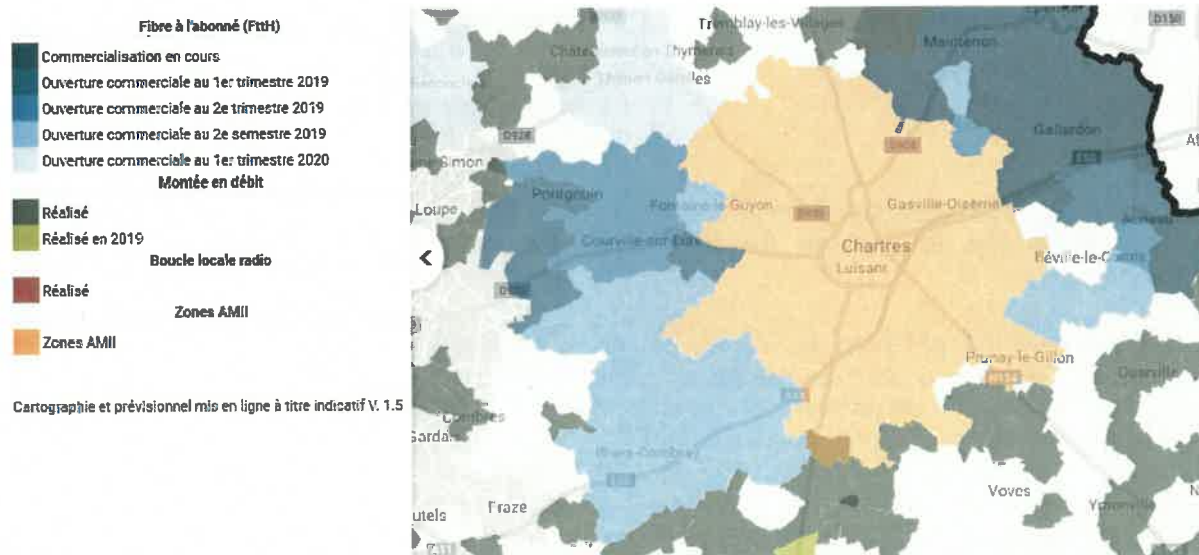
En termes de déploiement de la fibre optique, la Communauté d'Agglomération de Chartres (à l'exception de deux communes) sera couverte en Très Haut Débit (THD) avec une fibre à l'abonné par un opérateur privé, les autres communes du bassin de vie étant couvertes par l'initiale publique. Le reste du territoire devra par conséquent être accompagné par les pouvoirs publics, l'objectif étant de raccorder 70% de la population au THD et 30% par la numérisation des boucles.

Pour la mise en œuvre du déploiement des infrastructures très-haut-débit, la Région interviendra à hauteur de 22.54% du coût total des investissements publics dans le département d'Eure et Loir et participera à la gouvernance de ce projet au sein de la structure de portage Syndicat Mixte Ouvert Eure-et-Loir Numérique.

Dans le cadre des conventions signées avec les collectivités territoriales concernées et l'Etat, le déploiement des réseaux de fibre d'optique jusqu'à l'abonné (FttH) dans la zone AMII sera réalisé par les deux opérateurs privés CM'IN et Orange pour la majorité des communes de l'agglomération chartraine.

Parallèlement et afin de réduire la fracture numérique, le syndicat mixte ouvert Eure-et-Loir Numérique prend en charge les 22 autres communes du territoire non concernées par ces deux opérateurs, étant entendu que l'achèvement du déploiement du très haut débit sur l'ensemble de l'agglomération chartraine est prévu d'ici 2020.

Aussi, dans le cadre de la convention signée entre la Région Centre-Val de Loire et Eure-et-Loir Numérique, une enveloppe financière doit être réservée afin d'accompagner le syndicat dans les aménagements et investissements nécessaires à la couverture numérique.



AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 01 : Très Haut Débit	130 000€	130 000 €	
TOTAL	130 000 €	130 000 €	

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Sens de l'action régionale	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 zones les plus urbaines.</p> <p>L'effort financier régional doit permettre de créer un véritable effet levier pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Lutter contre la fracture numérique• à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants• soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
Nature de l'aide	<ul style="list-style-type: none">• Subvention
Contenu	<ul style="list-style-type: none">• Projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, étude préalables
Maîtres d'ouvrage	Véhicule de portage du RIP (SMO ou Conseil départemental)
Financement régional	<p>Le financement régional s'opère dans le respect des conventions de financement signées avec le Syndicat Mixte Ouvert compétent ou, dans le Loiret, avec le Conseil départemental.</p> <p>La part à imputer à chaque territoire est communiquée en amont par la région et peut être activée sur 2 Contrats successifs.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">• Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats mixtes ouverts• Transmission des coordonnées SIG du projet (ex ante et ex post)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Taux de couverture de la population régionale en FttH• Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique

Axe A2 : Accueil des Entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 3 : Le développement d'activités tertiaires à forte valeur ajoutée

3.1 Favoriser l'émergence de nouvelles activités tertiaires à forte valeur ajoutée et créatrices d'emploi

Dans le cadre de sa politique de développement économique, Chartres métropole a élaboré en 2018 un schéma d'accueil et d'accompagnement des entreprises. Cette stratégie vise à structurer et programmer une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises, tout en intégrant les dimensions services, emploi, accompagnement et animation économique.

Le schéma repose sur 4 grands axes stratégiques :

- Structurer le panel d'offres foncières et immobilières pour s'adapter au parcours résidentiel des entreprises sur l'ensemble des territoires,
- Renforcer les liens avec et entre les entreprises et les partenaires économiques,
- Animer et promouvoir le tissu économique local, renforcer le marketing économique du territoire,
- Accompagner, conforter le développement des filières stratégiques, au 1^{er} rang desquelles la Cosmetic Valley et faire de l'innovation et de la modernisation du territoire un vecteur de notoriété.

En matière d'équipements d'accueil des entreprises, un panel d'offres foncières et immobilières va ainsi être développé autour **des axes opérationnels suivants :**

- Monter en gamme les parcs d'activités « Vitrine » au niveau des standards européens : développer les services et équipements pour améliorer le cadre de vie des entreprises et des salariés, optimiser le foncier, densifier les espaces existants, optimiser les implantations pour assurer l'accueil d'activités industrielles ou tertiaire à forte valeur ajoutée
- Remettre de l'activité économique au cœur du centre-ville de Chartres : développer de nouveaux produits immobiliers (petites et moyennes surfaces de bureaux, co-working, démonstrateurs, showrooms et ateliers...) avec un projet phare autour d'un quartier économique au pôle gare et d'un bâtiment totem
- Tirer profit des parcs connectés aux autoroutes pour attirer de nouvelles activités : offrir des capacités d'accueil à proximité immédiate des autoroutes (à l'est, au Sud et au nord de Chartres)
- Reconquérir les sites industriels urbains vieillissants pour générer une nouvelle dynamique économique
- Maintenir un maillage territorial cohérent d'offres de proximité sur le territoire de l'agglomération
- Poursuivre le développement d'équipements économiques structurants, véritable totems et symboles économiques du territoire :

- **Le CM 101 - La Cité de l'Innovation** au Coudray avec de nouvelles phases de développement permettant de renforcer les fonctions plurielles du site et ainsi le conforter comme centre de ressources autour de l'entrepreneuriat, de l'innovation et du numérique
- **Le quartier d'affaire au pôle gare avec son bâtiment totem économique**, vitrine des entreprises et des savoirs faire
- **La Maison Internationale de la Cosmétique**, en cœur de ville, siège du pôle de compétitivité mais avant tout Un lieu « innovant et insolite » vitrine des savoir-faire, des nouvelles tendances et des innovations, qui comportera des espaces dédiés à l'accueil et l'accompagnement de startups en phase d'accélération, une plateforme d'innovation dédiées au maquillage etc...
- **Un campus industriel et une halle technologique** pour mieux connecter l'industrie avec son territoire et répondre aux nombreux enjeux en termes d'emplois et de développement des compétences des industriels du territoire. Ce campus industriel développera notamment une spécialité cosmétique et pharmacie
- **Un showroom dédié aux artisans**, dans le cadre de la régénération d'un site industriel ancien
- Etc...

Cette stratégie d'accueil s'accompagnera d'un partenariat public-privé renforcé, avec les entreprises, avec les réseaux et acteurs économiques du territoire, mais également avec les promoteurs, opérateurs immobiliers et investisseurs pour relever ensemble les défis du territoire. Ce partenariat public-privé permettra d'imaginer des formes originales et innovantes de montage de projet dans le cadre de développement d'actions autour du foncier ou de la création de locaux d'activités.

AXE A2 : Accueil des entreprises	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 02 : Foncier économique	0 €		
Mesure N° 03 : Création de locaux d'activités	0 €		
TOTAL	0 €		

Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en : • limitant les risques de concurrence entre les territoires • donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant • assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple) • Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace – Energie – Chantier », « Biodiversité – Eau – Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Requalification et densification du parc existant 2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <p>- Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...)</p> <p>- Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises.</p> <p>- Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme</p> <p>- Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires

Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local). - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80% - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment. - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p> <p>Reste à charge = Dépenses - recettes (subventions et loyers)</p> <p>✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions</p>



- ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite :
 - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail
 - du montant de l'option d'achat
 - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions
- Subvention minimum 2 000 €
- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités

- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant : atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeux 10 : La préservation du foncier agricole assurant un rôle économique et paysager

10.2 Encourager le développement de l'agriculture biologique en particulier dans les zones de captage

10.3 Soutenir le développement des circuits alimentaires de proximité et en restauration collective

Il conviendra de **favoriser le développement d'outil de transformation adaptés aux circuits de commercialisation** (particuliers, professionnels, restauration collective).

La Région pourra soutenir les investissements liés à la production, la transformation, la commercialisation et notamment la création de points de vente collectif, permettant de valoriser la production régionale sur le bassin de consommation.

Afin de tendre vers les objectifs d'Ambition 2020, Chartres métropole souhaite poursuivre le développement de circuits alimentaires de proximité tant en agriculture conventionnelle qu'en production biologique.

Les initiatives permettant de développer des modes de commercialisation collectifs (maîtrise d'ouvrage collective ou publique) seront encouragées, en association avec la Chambre d'Agriculture d'Eure et Loir.

Les investissements (installation, conversion) permettant de développer les exploitations certifiées AB seront accompagnés.

AXE A3 : Economie agricole	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 04 : Développement de l'agriculture biologique	100 000€	100 000 €	
Mesure N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)	60 000€	60 000 €	
Mesure N° 05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	0 €		
TOTAL	160 000 €	160 000 €	

Développement de l'agriculture biologique

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional- Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages- Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre- Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 000 € minimum- 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle- 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nb d'emplois créés• Surfaces concernées en conversion et en maintien

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé

Sens de l'action régionale

- **Accompagner la création de PAT, puis de SAT**, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous :

- * Mise en place d'un PAT
- * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire
- * Mise en place de la gouvernance d'un SAT

- **Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée** des exploitations agricoles

- Promouvoir **l'image des territoires** à travers des **produits de terroir**
- Répondre à l'attente des citoyens en matière **d'alimentation durable et de santé**
- Concourir à la **préservation de terres arables** dans les zones péri-urbaines, à la lutte contre le **réchauffement climatique**, à la **préservation de la biodiversité** via des modes de production agro-écologiques et respectueux

La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :

- *la restauration collective, levier de changement*
- *la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région*
- *les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle*
- *l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable*
- *les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires*

Types de projets ciblés

- **ingénierie** accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID

- **investissements** visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) - y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant.

NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.

Financement régional

Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique
Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)

Dépenses éligibles :

- ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient.
- dépenses de communication et d'animation

Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support

- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)



Taux d'intervention :

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
 Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
 Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 11 : La valorisation touristique du patrimoine en lien avec l'itinérance douce

11.1 Accompagner l'itinérance douce touristique et développer les services associés

Le développement de la pratique des itinérances douces constitue un axe majeur pour le développement touristique du bassin de vie de Chartres. **La Région contribuera à la promotion des deux véloroutes traversant le bassin de vie : « Véloscénie »** (Paris – Le Mont-Saint-Michel) et « **Saint-Jacques à vélo** » (voie de Chartres), ce dernier itinéraire étant également emprunté par les randonneurs à pied (sentier de Grande Randonnée GR 655).

Enjeu 12 : Le développement du tourisme d'affaire

12.1 Développer le tourisme d'affaires

La présence d'un tissu artisanal et industriel (travail traditionnel du vitrail à Chartres, implantation de grandes entreprises du secteur parfumerie-cosmétologie de la « Cosmetic Valley » **constitue une offre de visite et d'animation** complémentaire aux manifestations (Les Artisanales de Chartres) et aux équipements structurants (Chartrexp) **pour développer le tourisme d'affaires** (expositions, congrès, séminaires d'entreprises...)

De même, une animation touristique particulière et renouvelée (Chartres en lumières, Chartres en parfums...) contribue à l'allongement des séjours et au renforcement de l'intérêt des manifestations professionnelles.

Depuis 2005, Chartres accueille le siège social de la Cosmetic Valley, labellisé pôle de compétitivité « Sciences de la Beauté et du Bien-être ». La Cosmetic Valley s'est considérablement développée et diversifiée depuis sa création. En 2017, elle a reçu de sa tutelle la mission de coordonner sa filière industrielle à l'échelle nationale. Par ailleurs, les révolutions technologiques et la concurrence internationale mettent le pôle de compétitivité Cosmetic Valley au défi de monter en puissance, notamment en ce qui concerne le développement de l'innovation sous toutes ses formes et le travail croisé avec les startups.

De son côté, Chartres métropole continue d'affirmer la volonté d'être reconnue capitale de la cosmétique et de la beauté, c'est-à-dire être le carrefour d'échanges stratégiques autour des évolutions de la filière avec l'émergence d'un écosystème global dédié à la beauté : innovation/recherche - écosystème de startups - implantation d'entreprises - formations - attractivités touristiques. C'est pourquoi l'idée a germé de créer sur Chartres un projet économique et touristique structurant dédié à la filière cosmétique et ouvert au grand public : la Maison Internationale de la Cosmétique.

Ce projet original ancrera de manière durable le siège du pôle de compétitivité Cosmetic Valley dans l'hyper-centre de Chartres et sera pensé comme un outil collaboratif au service des entreprises de la filière autour des valeurs du Made in France et des innovations. Cet espace ouvert au public constituera la véritable vitrine de la filière et des nouvelles tendances, conçu selon le modèle d'un Concept store, c'est-à-dire un nouveau modèle de boutiques, pensé comme une promenade découverte entre art, design, expérience interactive et expositions-ventes de produits tendances et d'exceptions liés à la cosmétique, la parfumerie et la beauté.

La réalisation des travaux est programmée à partir de 2020, avec la recherche de financements européens.

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 10 : Tourisme à vélo	0 €		
Mesure N° 14 : Site touristique et lieux d'information touristiques	0 €		
TOTAL	0 €		

Tourisme à vélo

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les véloroutes
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique • Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo » <p>supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays ⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays ⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u> : Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional) • Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25% • Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80% • Support de communication et de promotion : 50 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
Modalités	<p>Les maîtres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes - Guide de la signalisation cyclotouristique - Préconisations sur la conception des supports de communication - Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet • (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p>



	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé <p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens) - Classement national (après l'opération) - Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeux 16 : La présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie

16.1 Maintenir une offre commerciale de proximité

16.2 Améliorer l'offre de services à l'enfance et à la jeunesse

Le desserrement des familles d'actifs depuis l'agglomération parisienne et de Chartres vers les communes où le foncier est plus attractif génère des besoins en termes d'offre d'accueil pour la petite enfance notamment en horaires atypique.

La Région accompagnera le développement de l'offre de garde collective et itinérante sur les secteurs les plus déficitaires.

16.3 Anticiper les besoins pour les personnes âgées

Enjeux 17 : Le maintien de la présence médicale et l'organisation de l'offre de soins

17.1 Favoriser l'émergence de projets locaux de santé

Même si l'offre de soin s'est récemment améliorée à l'échelle du territoire (MSP à Bailleau l'Evêque, Sours, Coulombs, en cours à Maintenon), le maillage en structures d'exercices regroupés sur les secteurs les plus carencés l'Ouest (canton de Courville-Eure) à l'Est (canton d'Auneau), au sein du pôle de Chartres (canton de Lucé et au Sud de Chartres) doit être complété.

Ainsi, l'élaboration d'un ou de plusieurs projets territoriaux de santé permettrait d'organiser un meilleur maillage de l'offre de soins, s'appuyant sur les structures d'exercice médical existantes (centre hospitalier de Chartres, Cliniques, MSP ...). **Les coopérations et liens entre territoires dans ce domaine seront encouragés afin d'adopter une démarche coordonnée entre les différents bassins de patientèle.**

La Région pourra soutenir :

- **une animation territoriale** portée par une ou plusieurs collectivités concernées pour élaborer un diagnostic territorial, accompagner l'émergence de projets collectifs et aider l'ensemble des professionnels de santé (y compris les associations du secteur médico-social) à élaborer leur projet médical ;
- **les projets de Maisons de Santé Pluri professionnelles** harmonieusement réparties localisées sur les secteurs les plus carencés tels que Courville su Eure, Auneau et Lucé et au Sud de Chartres
- **la création d'autres structures d'exercice regroupé**, comme les pôles paramédicaux et les cabinets satellites de MSP, ou encore le projet de mise en place d'une consultation avancée d'un généraliste du centre hospitalier.
- au cas par cas, **les initiatives innovantes** visant à développer l'usage de la **télémédecine**.

La Région sera **attentive à l'accès aux soins dans les quartiers d'habitat social**, notamment pour les personnes les plus démunies qui en sont souvent éloignées.

Dans le cadre de l'élaboration du Contrat Local de Santé, qui devrait aboutir fin 2019, le diagnostic local de santé a été réalisé par l'Observatoire Régional de Santé, sur l'ensemble des 66 communes de l'agglomération. Les conclusions de ce diagnostic mettent en exergue différents enjeux et problématiques auxquels doit répondre le CLS :

- Encourager les initiatives permettant d'améliorer la démographie des professionnels de santé
- Développer les structures permettant des modes d'exercices pluri professionnels, soulageant les praticiens de contraintes logistiques et administratives, et donnant parfois la possibilité d'accompagnements psychologiques et sociaux. La prévention pourrait également y être organisée et valorisée
- Favoriser la mobilité des habitants dans le territoire, vers le pôle urbain et les communes où se concentrent les professionnels de santé
- A l'isolement géographique s'ajoute la question de l'isolement social ; il apparaît important d'encourager les actions créant du lien social et intergénérationnel, tant en milieu rural qu'en milieu urbain
- Renforcer la communication autour des actions de prévention et l'éducation thérapeutique des patients
- Favoriser la connaissance et la compréhension des missions des acteurs, réseaux, professionnels, services et établissements qui favorisent les parcours de santé
- Développer et soutenir la coordination des acteurs pluridisciplinaires.

Face à une démographie des professionnels de santé insuffisante et des avis divergents sur les Maisons de Santé Pluridisciplinaires, quel que soit la modalité de l'exercice ou du professionnel de santé, le diagnostic local de santé, tout comme les ateliers de travail mis en place dans le cadre de l'élaboration du CLS, ont souligné l'importance de mettre en œuvre des actions pour mieux coordonner les professionnels de santé présents sur le territoire de Chartres métropole.

Actuellement, il existe une seule CPTS en Eure-et-Loir, située à Châteaudun. L'objectif de l'Union Régionale des Professionnels de Santé est de palier les problèmes de démographie médicale.

AXE B1 : Services à la population	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N°15 : MSP et autres structures			
Mesure N°15-1 : Projets locaux de santé	20 000 €		20 000 €
Mesure N°19 : Structure d'accueil petite-enfance			
Mesure N° 20 : Accueil extrascolaire	239 600 €	239 600 €	
Mesure N° 21 : Commerce de proximité			
TOTAL	259 600 €	239 600 €	20 000 €

Descriptif sommaire des projets pressentis :

Mesures 15-1

Mise en place d'une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)

Maître d'ouvrage : Union régionale de professionnels de santé (URPS)

Contenu : Cette action constitue l'un des objectifs opérationnels du Contrat Local de Santé en cours de réalisation, afin de renforcer les liens entre professionnels du territoire de l'agglomération et proposer des actions et outils de coordination.

Avancement du projet :

Le projet sera mis en place après la signature du Contrat Local de Santé et la définition des orientations.

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 20

Construction d'un accueil périscolaire au sein du bâtiment mutualisé de Lèves (*Bibliothèque mesure 17 + ALSH*)

Maître d'ouvrage : Ville de Lèves

Montant estimatif du projet : 2 146 200 € dont 1 190 900 € au titre de l'ALSH.

Contenu :

Le projet consiste à créer un bâtiment mutualisé sur le site de l'école Jules Vallain à Lèves et comprendra un restaurant scolaire élémentaire, un centre d'accueil périscolaire, une bibliothèque (en remplacement de l'actuelle dont le bâtiment va être démoli) et une salle destinée aux associations.

La surface globale du bâtiment sera de 976 m² dont 561 m² seront dédiés à l'accueil périscolaire et extra-scolaire sur tout l'étage du bâtiment. Cette surface comprend les salles d'activités, les bureaux, la salle de soin et les sanitaires. Les enfants seront également amenés à utiliser le restaurant scolaire en rez-de-chaussée pour les déjeuners et gouters.

Avancement du projet :

Les travaux ont démarré au 1^{er} trimestre 2018 et la livraison devrait être effective fin mars 2019. Mise en service pour avril 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2018 (date de démarrage anticipé)

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé

Sens de l'action régionale

En application d'un des volets du Plan Santé :

- Réduire la fracture médicale en :
 - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes
 - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015- 2020

Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé

Contenu

L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.

Maitres d'ouvrage

Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)

Financement régional

Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.

Subvention minimum 2 000 €

- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée² - DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u> - RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

« Projets locaux de santé »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).
Contenu	<p>1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé</p> <p>2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS)</p> <p>3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional</p> <p>4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI</p>
Maitres d'ouvrage	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
Financement régional	<p>1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration</p> <p>2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS</p> <p>3/ Taux de 30%</p> <p>4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS)</p> <p>2/ Validation de la CPTS par l'ARS</p> <p>3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support.</p> <p>4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.</p>
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) - Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)
Contenu	Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM) Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles - 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes - Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS) • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)




Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de la CAF - Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label écolocrèche ou équivalent <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places de garde créées • Nombre de places de garde maintenues • Nombre de places pour les enfants handicapés

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH

Soutien au commerce de proximité

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Maintenir des emplois non délocalisables - Contribuer au lien social
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	En cas de carence de l'initiative privée : Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce
Maitres d'ouvrage	Communes ou leurs groupements Associations
Financement régional	 <p>30% de la dépense 40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes</p> <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeux 16 : La présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie

16.4 Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels

En matière culturelle, le bassin de vie dispose d'une offre plutôt centrée sur l'agglomération de Chartres : médiathèque, cinéma, Notre-Dame de Chartres, musées des Beaux-Arts, du Conservatoire de l'Agriculture, centre culturel à Lucé, manifestations culturelles « Chartres en Lumière », soirées Estivales....

Aussi pour renforcer l'attractivité culturelle de Chartres, **la Région encourage** :

- **la mise en réseau de l'offre culturelle** sur Chartres avec les autres sites du territoire (château de Maintenon, musées Marcel Proust à Illiers Combray). Cette offre doit s'inscrire davantage au sein des réseaux régionaux ;
- **le développement de partenariats**, notamment avec les structures culturelles labellisées du territoire régional.
- **la diversification de l'offre culturelle** dans les champs du spectacle vivant et des arts plastiques.

Par ailleurs, **la Région accompagnera** :

- **le développement de l'offre culturelle sur l'ensemble du bassin de vie, notamment au travers des PACT (projets artistiques et culturels de territoire),**
- **la création d'un nouvel équipement multifonctionnel** dans le cadre du projet du pôle gare de Chartres afin d'accueillir des spectacles, des événements culturels et sportifs d'envergure.

Le 13 juillet 2018, la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville » de Chartres a été signée par les différents partenaires, dont la Région Centre-Val de Loire.

Le dispositif Action Cœur de Ville s'est appuyé sur une vision stratégique en identifiant notamment le boulevard de la Culture à Chartres, comme le trait d'union entre tous les projets retenus.

Le boulevard de la Culture correspond à cette portion de boulevards réaménagés, devenue depuis bientôt deux décennies, le support et la vitrine d'une offre nouvelle d'équipements culturels d'envergure métropolitaine sur plus d'1km de linéaire de promenade urbaine.

Dans l'objectif de conforter la centralité d'agglomération et d'ancrer plus solidement cet axe dans la thématique culturelle, la ville et Chartres métropole ont décidé de décliner un programme d'aménagement de nouveaux équipements publics depuis le Pôle Gare jusqu'au boulevard de la Courtille. C'est le cadre de ce programme que la Ville va engager la réhabilitation de l'ancien cinéma ABC, avenue Jehan de Beauce, pour implanter le « OFF », nouvelle scène dédiée au théâtre et aux compagnies locales.

Parallèlement, la commune de Lèves, dans le cadre du renforcement de sa centralité, a besoin de rendre plus visibles et d'optimiser en termes de fonctionnement ses structures d'animation, scolaires et culturelles dont l'état a été jugé vétuste. Pour cela, la ville a décidé de construire un nouveau bâtiment mutualisé et facilement accessible sur le site de l'école Jules Vallain qui comprendra :

- Un restaurant pour le scolaire et l'accueil de loisirs

- Une bibliothèque
- Une salle des associations
- Un accueil périscolaire et extra-scolaire.

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure 16 : Salle support d'une programmation culturelle	673 400 €	673 400 €	
Mesure 17 : Equipements de lecture publique	52 000 €	52 000 €	
Mesure 18 : Equipements liés à l'enseignement artistique			
TOTAL	725 400 €	725 400 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 16

Création d'une salle de spectacle – Le OFF - à Chartres

Maître d'ouvrage : Ville de Chartres

Montant estimatif du projet : 3 367 000 €

Contenu : Le projet de salles de spectacles OFF est destiné à répondre, de manière complémentaire, à des besoins culturels et artistiques. Le programme consiste à adapter l'ensemble du bâtiment pour un projet théâtral, avec la remise aux normes de l'ensemble du complexe : accessibilité, conformité sécurité incendie et techniques, rénovation des espaces communs, accueil, confort... Permettre aux compagnies et Théâtres de développer leurs projets économiques, artistiques et culturels. Développer l'offre culturelle du bassin de vie.

Le Off comptera trois salles, la diversité des spectacles relevant des variétés de propositions locales (Théâtre classique, Théâtre contemporain, Théâtre de divertissement) et la diversité des formes (seul en scène, grande distribution) imposent que les salles soient modulables.

Avancement du projet :

La Ville est propriétaire du bâtiment depuis 2014 (ancien cinéma ABC près de la gare ferroviaire). Le permis de construire a été validé en décembre 2017. Le maître d'œuvre a été retenu et la consultation des marchés publics de travaux est lancée durant le 1^{er} trimestre 2019. Livraison estimée pour fin 2020.

Echéancier (démarrage des travaux) : 03/2019 (date de démarrage anticipé)

Mesure 17

Construction d'une bibliothèque au sein du bâtiment mutualisé à Lèves (Bibliothèque + ALSH mesure 20)

Maître d'ouvrage : Ville de Lèves

Montant estimatif du projet : 2 146 200 € dont 174 000 € au titre de la bibliothèque.

Contenu :

Le projet consiste à créer un bâtiment mutualisé sur le site de l'école Jules Vallain à Lèves et comprendra un restaurant scolaire élémentaire, un centre d'accueil périscolaire, une bibliothèque (en remplacement de l'actuelle dont le bâtiment va être démoli) et une salle destinée aux associations.

La surface globale du bâtiment sera de 976 m² dont 82 m² seront dédiés à la nouvelle bibliothèque (36 m² pour les adultes + 42 m² pour les jeunes et les scolaires). Deux entrées séparées seront créées : une entrée par l'école pour les scolaires, une entrée indépendante pour le public extérieur et ouverte selon des horaires adaptés en dehors de créneaux scolaires pour plus de sécurité.

Avancement du projet :

Les travaux ont démarré au 1^{er} trimestre 2018 et la livraison devrait être effective fin mars 2019. Mise en service pour avril 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2018 (date de démarrage anticipé)

Salles de spectacles support d'une programmation culturelle significative


Cadre adapté

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu.
Contenu	<p>Création ou amélioration de salles de spectacles</p> <p>Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage...)</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 20 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication financière des collectivités, - L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) - Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, - la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.




Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique et scénographique - Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation) - Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter au minimum un équivalent temps plein - Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Équipements de lecture publique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Aménagement de locaux, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes - Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Équipements liés à l'enseignement artistique : écoles de musique, de danse et d'art dramatique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique • Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement • Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire
Pré-requis	Association de la Direction de la Culture du Conseil régional en amont de l'élaboration du projet
Contenu	Projets immobiliers et équipements liés à la pratique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, établissements publics
Financement régional 	<p>taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Concernant les équipements sportifs, le bassin de vie de Chartres semble relativement bien pourvu mais avec des équipements sportifs un peu moins diversifié et une part plus faible en équipements structurants qu'au niveau régional.

Aussi, la Région **soutiendra un maillage cohérent du territoire d'installations sportives de proximité et diversifiée** en termes de réhabilitation/rénovation/extension. **La création de nouveaux équipements pourra être envisagée sur des secteurs où l'offre en équipement est carencée et en fonction du type d'équipement.**

Dans la perspective de renforcer le maillage d'équipements sportifs et de loisirs de proximité au sein des communes du pôle urbain de l'agglomération, et de rendre plus accessibles les pratiques sportives tournées vers la jeunesse, 4 projets locaux visant à moderniser le sport et accroître le lien social sont inscrits dans le contrat.

D'envergure métropolitaine voire départementale, le Complexe Culturel et Sportif, situé au sein du projet Pôle Gare, face à la passerelle piétonne et la plateforme d'échange multimodal, constitue l'un des éléments déterminants au renforcement du pôle de Chartres dans le réseau urbain régional et dans son rôle d'interface avec la région Île-de-France. Cet équipement s'inscrit également dans la consolidation du Boulevard Culture identifié dans le dispositif « Action Cœur de Ville ».

AXE B3 : Sport	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 22 : Equipements sportifs et de loisirs	229 000 €	229 000 €	
Mesure N° 22-1 : Complexe culturel et sportif	6 000 000 €	6 000 000 €	
Mesure N° 22-2 : Equipements nautiques			
TOTAL	6 229 000 €	6 229 000 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 22

City-stade à la base de loisirs de Luisant

Maître d'ouvrage : Ville de Luisant

Montant estimatif du projet : 60 000 €

Contenu :

Afin de favoriser les échanges et la pratique du sport autour de la base de plein air à proximité de l'étang, la ville de Luisant souhaite y implanter un city-stade. Cet équipement rendra la base de loisirs, déjà très fréquentée, encore plus attractive et permettra de renforcer le lien social.

Avancement du projet :

La création du city-stade est encore en phase projet et aucun prestataire n'a été retenu.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2020

City-stade à proximité du groupe scolaire St Exupery de Luisant

Maître d'ouvrage : Ville de Luisant

Montant estimatif du projet : 60 000 €

Contenu :

Actuellement, la ville de Luisant dispose uniquement d'une aire de jeux aménagée dans l'espace public permettant le vivre ensemble. Aussi, dans un quartier fréquenté par de nombreux jeunes, le city-stade contribuera à la vie de ce quartier et à son animation.

Avancement du projet :

La création du city-stade est encore en phase projet et aucun prestataire n'a été retenu.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2020

Réalisation de vestiaires complémentaires au stade Doublet de Champhol

Maître d'ouvrage : Ville de Champhol

Montant estimatif du projet : 400 000 €

Contenu :

Afin de répondre aux besoins liés au fonctionnement des associations et au développement de l'équipe féminine de football nécessitant une séparation réglementaire, la ville de Champhol a décidé de réaliser des vestiaires complémentaires au stade Paul Doublet : 2 vestiaires pour les équipes et 1 vestiaire pour les arbitres. Ces éléments seront modulables afin de diminuer les coûts et les délais.

Avancement du projet :

Le projet concernant les vestiaires complémentaires au stade Paul Doublet est engagé (acte d'engagement signé le 12/12/2017) pour la mission de maîtrise d'œuvre. Les prestataires pour le contrôle technique et la mission SPS ont été désignés et les études de sol effectuées. Le lancement du marché de travaux est envisagé pour avril 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 04/2019 (date de démarrage anticipé)

Construction d'un terrain de football synthétique à Lucé

Maître d'ouvrage : Ville de Lucé

Montant estimatif du projet : 1 250 000 €

Contenu :

L'ensemble des terrains de football de la commune est inutilisable par très mauvais temps et durant plusieurs jours après de fortes précipitations. Aussi, la commune souhaite l'aménagement d'un nouveau terrain de football à 11 en gazon synthétique qui devra supporter jusqu'à 35h d'utilisation par semaine pour les rencontres sportives, les entraînements et l'utilisation par les scolaires. Il inclura également sur la même aire de jeux, l'aménagement de deux terrains de football à 8 dans le sens de la largeur.

Cet équipement et ces vestiaires seront homologables au niveau 5 du règlement de la FFF.

Avancement du projet :

La maîtrise d'œuvre a été retenue en octobre 2018. Lancement des marchés de travaux en janvier et février 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2019 (date de démarrage anticipé)

Complexe culturel et sportif

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 50 000 000 €

Contenu :

L'agglomération chartreuse va se doter d'un équipement d'envergure afin d'accueillir des manifestations sportives et culturelles importantes. Positionnée au cœur de l'agglomération près du pôle gare de la ville de Chartres, la salle créera un pôle d'animation accessible au plus grand

nombre. Modulable en 3 configurations événementielles et d'une capacité maximale de 3800 à 4000 spectateurs, elle accueillera des matchs de niveau national, des concerts et spectacles.

Avancement du projet :

La maîtrise d'œuvre a été retenue. Le permis de construire est actuellement en cours d'instruction. L'évaluation environnementale sera mise en enquête publique courant février 2019.

La concession pour le marché de travaux a été notifiée le 23 janvier 2019. Par conséquent, le chantier démarrera courant du 1^{er} semestre 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2019 (date de démarrage anticipé)

Équipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux.</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

« **Complexe culturel et sportif de Chartres** »*Cadre spécifique***Sens de l'action régionale**

- Faciliter les pratiques sportives et culturelles pour tous, afin de développer le lien social.
- Doter le territoire d'un équipement d'envergure afin d'accueillir des manifestations sportives et culturelles d'importance (matches de niveau national, concerts, spectacles)
- Renforcer l'attractivité du centre-ville de Chartres et du nœud intermodal

Contenu

Construction d'un complexe modulables en 3 configurations événementielles et d'une capacité maximale de 3 800 à 4 000 spectateurs.

Date de démarrage : 2019

Date prévisionnelle d'achèvement : 2021

Coût prévisionnel de l'opération globale : 49 M €

Maîtres d'ouvrage

Communauté d'agglomération de Chartres Métropole

Financement régional

Subvention de **6 000 000 €** définie dans le cadre de la convention relative à au soutien financier pluriannuel apporté par la Région Centre-Val de Loire dans le cadre du projet Pôle Gare de Chartres.

Le taux de subvention sera défini en fonction du coût total des dépenses éligibles.

Dépenses éligibles :

L'ensemble des dépenses liées à la création de l'équipement sportif : des acquisitions à la livraison de l'équipement.

Modalités

- Présentation d'un projet global d'aménagement du lieu
- Présentation d'une note sur le fonctionnement du lieu
- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

Equipements nautiques

Sens de l'action régionale	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apprentissage de la natation - de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...) - de sport loisirs
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Plan piscine régional relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> - ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...) - et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement) • Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)
Financement régional	<p>Maitres d'ouvrage : EPCI, communes</p> <p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p>Taux de subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les équipements relevant du Plan piscine régional - 20% pour les autres équipements nautiques <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Conditionnalité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (<2800 kWep/m² bassin/an) - En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (<4 000 kWep/m² bassin/an) <p>Conditionnalité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une tarification sociale - Equipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres - Conventionnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C0 : Aménagements paysagers du Plan Vert

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 22 : La valorisation du patrimoine

22.1 Mettre en œuvre une politique de qualité des paysages

L'intervention sur le paysage doit procéder d'une démarche globale à l'échelle d'un territoire associant des acteurs publics.

Pour que l'intervention sur le paysage prenne tout son sens, la Région pourra accompagner notamment :

- **les démarches à l'échelle de chaque unité paysagère** (patrimoine bâti, cônes de vue de la cathédrale, vallée de l'Eure...),
- **les actions concourant** à la mise en œuvre du Plan vert de Chartres Métropole,
- **l'enfouissement de réseaux en sites naturels et patrimoniaux, l'aménagement d'espaces publics,**
- **la valorisation des paysages destiné à préserver les vues proches et lointaines sur la cathédrale de Chartres** inscrite en 1979 sur la liste des sites du patrimoine mondial par l'Unesco.

Le schéma directeur du Plan Vert qui intègre les trames vertes et bleues a été validé en janvier 2014 à l'échelle des 47 communes et est en cours de mise à jour à l'échelle des 66 communes (agrandissement de Chartres métropole au 1^{er} janvier 2018). Ce schéma est un des éléments du SCoT, les trames vertes et bleues intégrées au SCoT s'appliqueront aux documents d'urbanisme des communes.

Dans le cadre des actions entreprises sur le précédent contrat régional d'agglomération, Chartres métropole poursuit l'aménagement de la coulée verte sur l'axe de la vallée de l'Eure, avec des cheminements piétonniers et la création de pistes cyclables, tout en préservant les espaces naturels du territoire.

AXE C0 : Paysages		Crédits réservés	Invest.	Fonct
Mesure N° 22-4 :	Aménagements paysagers du Plan Vert	320 000 €	320 000 €	
TOTAL		320 000 €	320 000 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Aménagements paysagers dans le cadre du Plan Vert sur l'agglomération chartraine

(Aménagements paysagers + Vélo mesure 30)

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 3 000 000 € dont 800 000 € au titre des aménagements paysagers

Contenu :

Chartres métropole a validé son 2^e schéma directeur du Plan Vert en janvier 2014, qui sera mis à jour courant 2019 à l'échelle des 66 communes. La volonté de l'agglomération est de poursuivre l'aménagement des coulées vertes engagé dans le précédent contrat régional d'agglomération, en préservant les espaces naturels tout en les ouvrant en partie au public. Mise en valeur des paysages des vallées de l'Eure, de la Roguenette, de la Voise.

Avancement du projet :

Continuité du programme engagé depuis 2014 par phasage de travaux et d'aménagement.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2018 (date de démarrage anticipé)

Mise en valeur des Paysages du Plan vert
Cadre spécifique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Garantir la qualité des paysages et la préservation d'un patrimoine naturel et culturel vivant dans le cadre des trames vertes et bleues définies dans le schéma directeur du plan vert Préserver et mettre en valeur les paysages de la vallée de l'Eure (prairies, espaces boisés) dans le cadre des aménagements des coulées vertes du plan vert.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> Aménagements destinés à préserver et/ou valoriser les paysages remarquables et identitaires : co-visibilités, patrimoine, espaces publics, cheminements, ... Travaux de restauration de milieux (espaces boisés, prairies, zones humides, accompagnements de coulée verte)
Maîtres d'ouvrage	Communes et EPCI
Financement régional	<p>Investissements : 40 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les investissements paysagers doivent avoir un réel impact sur le paysage et être visibles depuis le domaine public Une attention particulière devra être portée aux besoins en matière d'aménagements liés aux itinérances touristiques douces fluviales, pédestres, cyclables et équestres Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Surface d'espaces aménagés Surface d'espaces ouverts au public (coulées vertes)

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 22 : La valorisation du patrimoine

22.1 Mettre en œuvre une politique de qualité des paysages

Pour que l'intervention sur le paysage prenne tout son sens, la Région pourra accompagner :

- les missions de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage confiées à un paysagiste,
- l'enfouissement de réseaux en sites naturels et patrimoniaux, l'aménagement d'espaces publics,

La valorisation et l'embellissement de nos villes et villages constituent des facteurs indéniables d'attractivité et de vitalité du territoire. C'est pourquoi Chartres métropole souhaite que les communes soient accompagnées par le biais du contrat régional et en complément de l'enveloppe fonds de concours de l'agglomération, dans leurs projets d'aménagements urbains et paysagers des espaces publics, de requalification des centres anciens et des centres villes, d'aménagements qualitatifs des entrées de villages ou de villes et de cheminements doux ou piétons.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Invest.	Fonct
Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics	340 000€	340 000 €	
TOTAL	340 000 €	340 000 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 23

Cœur de Village de Bailleau L'Evêque 2e tranche

Maître d'ouvrage : Commune de Bailleau L'Evêque

Montant estimatif du projet : 226 300 € de dépenses éligibles

Contenu :

Dans le cadre de son opération Cœur de Village, la commune de Bailleau L'Evêque a déjà pu bénéficier du soutien régional pour le 1ere tranche des travaux.

La 2e phase va être engagée courant 2019 avec notamment l'aménagement de la place de l'église prévoyant des connexions avec le parc, les aires de jeux et les écoles ; l'agencement du parvis de la salle des fêtes ainsi que la réhabilitation de la mare du bourg afin de la mettre en valeur dans cet aménagement d'ensemble.

Des liaisons avec cheminements piétonniers permettront également d'accéder aux commerces, à la mairie et à la maison médicale.

Le soutien de la Région est appelé sur la partie « Mare » et « Emplacements des terrasses et du marché » du projet.

Avancement du projet :

Le lancement du marché de maîtrise d'œuvre au 1er semestre 2019. Démarrage est prévu par la suite, au 2nd semestre 2019.

Echéancier (démarrage de l'opération): 07/2019 (date de démarrage anticipée)

Projet pressenti :

Cœur de Village de Barjouville

Maître d'ouvrage : Commune de Barjouville

Montant estimatif du projet : 600 000 € de dépenses éligibles

Contenu :

Il s'agit de créer un cœur de village comprenant un aménagement des espaces publics de qualité où la circulation douce (vélo, piétons) sera privilégiée au détriment des voitures. L'espace central, avec un kiosque et des jeux pour enfants, favorisera le lien social dans ce quartier regroupant une maison médicale, des logements sociaux, des maisons de villes, des commerces, un relais d'assistantes maternelles, des logements pour seniors.

Les premiers éléments d'études permettent d'avoir une première estimation des postes de dépenses sur lesquels la commune sollicitera le soutien régional :

- Aménagement des espaces verts : 100 000 €
- Aménagement Place centrale (dont kiosque, jeux enfants, mobilier urbain) : 300 000 €
- Voirie et stationnement (partie éligible selon cadre de référence) : 200 000 €

L'intention de la municipalité est de s'approcher au maximum d'un éco-quartier (borne électrique, plantation, gestion eaux pluviales...)

Avancement du projet :

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé durant l'été 2018 par la commune suite aux différentes études menées par la SAEDEL et par l'agence d'urbanisme chartraine « En Perspective ». Une large consultation a été menée permettant de recueillir l'avis de la population locale et des services associés.

Après consultation, la concession d'aménagement a été confiée à la SAEDEL le 28 novembre 2018.

Echéancier (démarrage de l'opération): 01/2020

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 40% Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant au moins 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C2 : Foncier

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 4 : L'organisation du développement d'une offre foncière maîtrisée et immobilière de qualité

4. 1 Structurer une offre territoriale raisonnée en matière de foncier et d'immobilier d'entreprises

Enjeu 16 : La présence d'un socle d'équipements, de commerces, de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie

16.1 Maintenir une offre commerciale de proximité

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Invest.	Fonct
Mesure N° 23-1 : Requalification de friches urbaines	0 €		
Mesure N° 23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0 €		
TOTAL	0 €	0 €	

Des réflexions sur les friches et la revitalisation sont conduites au sein de l'agglomération, sans pour autant avoir recours aux politiques régionales durant ce contrat.

Requalification de friches urbaines

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maitriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'artificialisation des sols - Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles - Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements - Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Acquisitions et études préalables 2. Investissements liés au recyclage foncier : <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
Maitres d'ouvrage	EPCI, communes, délégataires
Financement régional	<p>Taux de subvention : 40 % (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau » ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

Revitalisation des centre villes et centre bourgs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant • Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public,...) • Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain,...
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes,...)
Contenu	<p>Ingénierie externalisée pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p>Reconquête du « foncier » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition • Démolitions • Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1) <p>Aménagement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23) • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux <p>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes) • Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27 <p>Dynamisation commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères • Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID) <p>Solutions alternatives à la voiture (cadre de référence 30-1)</p> <p>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM,...
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Ingénierie externalisée : 80 % • Acquisitions foncières, immobilières : 40 % • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 % • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation du projet global (note technique et plan) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 18 : La maîtrise et l'organisation de l'urbanisation liée au desserrement du pôle de Chartres à l'Ouest et au Sud ; et à la proximité de l'Ile-de-France en franges franciliennes

18.3 Accompagner une urbanisation favorisant la mixité sociale et fonctionnelle sur les pôles

Enjeu 19 : Le développement de parcours résidentiels au sein des pôles urbains et notamment celui de Chartres

19.1 Accompagner la production de logements sociaux et très sociaux en particulier sur l'Agglomération ainsi que sur les franges franciliennes

Les tensions observées sur le logement social, en particulier sur l'Agglomération ainsi que sur les franges franciliennes, doivent encourager les collectivités à accompagner la production de logements sociaux et très sociaux. Aussi, la Région **soutiendra le développement de l'offre nouvelle.**

L'attention accrue aux critères de localisation (proximité commerces et services ...) est d'autant plus nécessaire s'agissant du parc social compte tenu de la fragilité économique et des freins à la mobilité des ménages locataires.

19.2 Diversifier l'offre en logements

Enjeu 24 : L'engagement en faveur de la transition énergétique

24.2 Accompagner la réhabilitation thermique de l'habitat et des bâtiments publics des collectivités

Afin de lutter contre la précarité énergétique et renforcer l'attractivité du parc de logement pour réduire la vacance, la **Région accompagnera les maîtres d'ouvrages dans :**

***les travaux de rénovation thermique du parc de logements sociaux**, de manière à lutter contre la précarité énergétique et à renforcer l'attractivité du parc, enjeu majeur en particulier dans les secteurs enregistrant de la vacance ;


***les bâtiments publics**, para-publics et tertiaires, au titre du partenariat avec l'ADEME notamment ou au titre du dispositif Région « Energétis Collectivités ».

Dans le cadre de sa compétence en Habitat, Chartres métropole soutient les bailleurs publics pour la création d'offres nouvelles de logements locatifs sociaux sur son territoire. Ainsi chaque année, l'agglomération réserve une enveloppe de 700 000 € sur son budget afin d'octroyer des subventions dans le cadre de son dispositif d'Aides à la Pierre du Parc Public (PLAI et PLUS). Compte tenu de la relative tension observée sur le secteur du logement de l'agglomération chartreuse, des orientations et priorités partagées avec la Région Centre-Val de Loire, un accompagnement complémentaire sur cette thématique est proposé au contrat.


Toutefois, la priorité est donnée à la rénovation thermique du parc public social.

AXE C3 : Habitat/Logement	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 24 : Acquisition-Réhabilitation	96 000 €	96 000 €	
Mesure N° 25 : Construction neuve	262 000 €	262 000 €	
Mesure N°26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0 €	0 €	
Mesure N° 27 : Rénovation thermique du parc public social	642 000 €	642 000 €	
TOTAL	1 000 000 €	1 000 000 €	


Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs
publics sociaux
Cadre adapté

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation <p>L'intervention sera propriétairement orientée vers les PLA I.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p> <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés

Construction de logements locatifs publics sociaux
Cadre adapté


Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logement très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <p>L'intervention sera propriétairement orientée vers les PLAI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)

Sens de l'action régionale	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale ✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...) ✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale ✓ Limiter l'usage de l'automobile ✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources ✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville ») ✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus ✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques
Prérequis	<p>Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet Justification du besoin en logement social</p> <p>La localisation du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • reconquête d'une friche urbaine <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • dent creuse en centre bourg ou centre-ville <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation. ✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement
Maitres d'ouvrage	Collectivités ou aménageurs
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : 50 % du coût ✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSIA) ✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme. <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p>
Modalités	<p>Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet • La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...) - qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...) - préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...) - encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...)

	<ul style="list-style-type: none"> - faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site - inciter le recours aux modes doux de déplacement - garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS,...) <ul style="list-style-type: none"> • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • % de logements sociaux, dont PLAI • Densité bâtie • Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements • Linéaire de voies prévues pour les circulations douces

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional 	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	<u>Bonifications :</u> Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m²/an Installation d'un poêle à bois Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	+ 500 € /log +1000€ /log + 1000 € /log
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées 	
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale 	

Axe C4 : Rénovation urbaine

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 20 : La requalification des quartiers d'habitat social

20.1 Poursuivre la requalification des quartiers d'habitats sociaux

La Région poursuivra son soutien pour permettre l'achèvement du programme de rénovation urbaine du quartier Beaulieu à Chartres engagé en 2008.

Dans la continuité des actions réalisées, les opérations accompagnées par la Région concernent :

- des aménagements d'espaces publics dont le mail central, la requalification de voiries structurantes et le réaménagement de quelques voiries desservant des ilots nouvellement créés
- la maison pour tous
- la reconstitution de l'offre en logements sociaux suite aux démolitions sur site et hors site

Par ailleurs, la Région étudiera la possibilité de soutenir des projets de rénovation de quartier habitat social peu ou pas traité jusqu'à présent et qui feraient jour afin d'anticiper leur « décrochage ». La Région invite Chartres Métropole avec les bailleurs et les collectivités concernées à engager une réflexion en ce sens.

La 2^e phase de renouvellement urbain du quartier d'intérêt national des Clos constitue la suite logique du programme global présenté à l'ANRU en 2005. Le projet NPNRU 2019-2025 s'articule autour de 4 grandes orientations en matière de renouvellement urbain :

- Une action radicale sur l'offre de logement
- Une volonté d'ouvrir le quartier sur la ville de Chartres en réorganisant son fonctionnement
- La mise en valeur de la fonction commerciale du quartier par la structuration d'une artère centrale à vocation commerciale
- Une action forte sur les équipements publics qui sont les véritables leviers de la mixité urbaine et sociale.

C'est à travers cette dernière orientation que la Ville, à côté des opérations d'aménagements et de création des espaces publics, souhaite offrir de véritables lieux de mixité sociale et de pratiques urbaines qui sont sources de dynamisme du quartier et de son intégration dans la ville.

La Ville de Chartres et Chartres métropole ont décidé de porter leur attention sur 2 axes complémentaires qui sont les éléments moteurs de l'image et de la vie d'un quartier : les équipements scolaires mais aussi les équipements sportifs et de loisirs qui restent très largement utilisés par les habitants du quartier.

C'est en poursuivant cette même logique que l'agglomération soutient la ville de Mainvilliers dans le cadre du projet de rénovation urbaine du QPV Tallemont-Bretagne qui jouxte le centre-ville. Cela concerne essentiellement 3 projets de développement et de modernisation d'équipements publics, répondant à une demande sociale forte et permettant d'accroître la qualité du service rendu. Le quartier Tallemont-Bretagne de Mainvilliers est un quartier ANRU reconnu « quartier d'intérêt régional ». La Région s'est engagée, aux côtés de l'ANRU, à intervenir à hauteur de 2 725 000 € minimum sur le quartier via ses contrats régionaux de solidarité territoriale.

AXE C4 : Rénovation urbaine	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 29 : Rénovation urbaine	3 083 500 € <ul style="list-style-type: none"> . Dont 358 500 € pour le QIN de Chartres . Dont 2 725 000 € pour le QIR de Mainvilliers 	3 083 500 € <ul style="list-style-type: none"> . Dont 358 500 € pour le QIN de Chartres . Dont 2 725 000 € pour le QIR de Mainvilliers 	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 29

Réhabilitation du terrain de football synthétique du stade James Delarue à Chartres

Maître d'ouvrage : Ville de Chartres

Montant estimatif du projet : 252 000 €

Taux de subvention : 25 %

Subvention prévisionnelle : 63 000 €

Contenu :

Le stade se situe en proximité immédiate du quartier des Clos dans la continuité de la coulée verte créée dans le cadre de l'ANRU 1, avec la Maison pour Tous, le skate parc, le parcours sportif, le futur terrain de pétanques et le squash.

Le stade sera également en vis à vis du futur équipement sportif à inscrire dans la convention de renouvellement urbain prévue en 2019.

Cet ensemble à orienter vers le sport de proximité, répond aux besoins des habitants historiques de Beaulieu et les nouveaux arrivants du quartier des Clos. Il s'agit du seul stade dans un rayon de 2 km du quartier.

Ce terrain de football à gazon synthétique de 2008, homologué en niveau 4 de la FFF, présentait des signes de vétusté qui perturbait la pratique du football. Par conséquent, la Ville de Chartres a remplacé le gazon existant par un gazon nouvelle génération pour la pratique de ce sport à 11 ou 7 joueurs avec une homologation en niveau 4SYE.

Des travaux supplémentaires ont également été réalisés pour remédier aux anomalies de drainage.

Avancement du projet :

Les travaux ont démarré le 9 juillet 2018 et le chantier s'est achevé le 10 septembre de la même année.

Echéancier (démarrage des travaux) : 07/2018 (date de démarrage anticipé)

Création de vestiaires et d'une tribune au stade James Delarue à Chartres

Maître d'ouvrage : Ville de Chartres

Montant estimatif du projet : 1 182 000 €

Taux de subvention : 25 %

Subvention prévisionnelle : 295 500 €

Contenu :

La deuxième phase des travaux de réhabilitation et extension du stade James Delarue, situé dans le quartier des Clos, consiste en la construction d'une tribune couverte de 345 places (avec 6 places PMR) et de 4 nouveaux vestiaires pour remplacer ceux existants en construction modulaires qui présentent un état de dégradation important malgré plusieurs réparations.

Le service des sports a défini un programme sur la base des exigences de la FFF pour un équipement de niveau 4, et dans un souci d'économie de l'exploitation, il a été développé des solutions performantes en termes d'isolation et de production de chauffage et ECS qui proviendra du chauffage urbain.

Avancement du projet :

Les travaux ont démarré concomitamment à ceux du terrain de football synthétique avec un achèvement dans le courant du 1^{er} semestre 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 07/2018 (date de démarrage anticipé)

Création d'une salle culturelle à Mainvilliers

Maître d'ouvrage : Ville de Mainvilliers

Montant estimatif du projet : 5 270 000 €

Taux de subvention prévisionnelle : 27,3 %

Subvention prévisionnelle : 1 436 200 €

Contenu :

Dans le cadre du projet défini au NPNRU, la ville doit déplacer la salle des fêtes existante au sein du quartier Tallemont-Bretagne et l'implanter sur le site des Vauroux près de la piscine. Ce nouvel équipement culturel prévu en label BBC, permettra un accès à la culture à l'ensemble des habitants en favorisant la mixité sociale.

Ce projet s'inscrit pleinement dans le projet de mutation urbanistique de Tallemont et du Centre-Ville qui prévoit notamment le renforcement du secteur Esther Vilette/Vauroux afin de créer un véritable pôle de loisirs.

Avancement du projet :

Le lancement du marché de maîtrise d'œuvre est envisagé pour 2020 et le démarrage de travaux en 2021.

La durée du chantier est fixée à 3 ans pour une livraison du bâtiment prévue en 2023.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2021

Construction d'un accueil de loisirs sans hébergement à Mainvilliers

Maître d'ouvrage : Ville de Mainvilliers

Montant estimatif du projet : 3 456 000 €

Taux de subvention : 25 %

Subvention prévisionnelle : 864 000 €

Contenu :

La ville souhaite réaliser une structure d'accueil et de loisirs unique pour les enfants de 3/11 ans de la commune, dans le cadre de la future fusion des écoles Emile Zola et Victor Hugo au sein d'un même bâtiment situé avenue de la Résistance.

Cette structure ALSH située au sein du quartier prioritaire de la ville et à proximité immédiate du pôle petite enfance, permettra d'accueillir les enfants pendant les périodes péri et extra scolaires, dans une dynamique de mixité sociale.

Avancement du projet :

Les études ont été réalisées dans le courant de l'année 2018 et le permis de construire a été déposé en novembre 2018.

Le lancement de la consultation des marchés de travaux est envisagé pour le 1^{er} trimestre 2019, et la livraison de l'équipement au 3^e trimestre 2020.

Echéancier (démarrage des travaux) : 04/2019

Extension du pôle petite enfance et création d'un RAM et d'un accueil familial à Mainvilliers

Maître d'ouvrage : Ville de Mainvilliers

Montant estimatif du projet : 1 698 500 €

Taux de subvention : 25 %

Subvention prévisionnelle : 424 600 €

Contenu :

La ville de Mainvilliers possède déjà 25 berceaux au sein de son pôle petite enfance « les mainvillous » et possède un RAM ne répondant pas aux besoins et aux attentes des assistantes maternelles, situé au cœur du quartier politique de la ville.

L'extension du pôle petite enfance permettra :

- D'étendre l'offre à 10 berceaux supplémentaires au sein de ce pôle petite enfance actuel
- De déplacer le RAM sur le même site
- De créer un accueil familial

Cette extension, prévue sur le site actuel situé avenue de la Résistance, permettra de privilégier le recrutement des personnels issus du quartier prioritaire politique de la ville.

Avancement du projet :

Le lancement de la consultation du marché de maîtrise d'œuvre est prévu pour 2019 et le démarrage des travaux envisagé pour début 2021. La durée approximative de l'opération est fixée à 3 ans.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2021

Sens de l'action régionale

- Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...
- Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)
- Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)
- Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers

Pré-requis

- Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU
- Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)

Contenu

Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :

- **Les études urbaines**
- **En matière de développement économique :**
 - o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.
- **En matière d'habitat :**
 - o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux
 - o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.

Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).

- **En matière d'équipements publics :**
 - o La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)
 - o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)
 - o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)

Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.

- **En matière d'aménagements publics :**
 - o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)
 - o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la reconstruction de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers).

Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (percements nouveaux, avenues...).
Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...))

Maitres d'ouvrage

Communes, EPCI, bailleurs sociaux

Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €.</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).</p> <p>Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.</p> <p>I. <u>Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.</u></p> <p>II. <u>Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)</u></p> <p>Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU - Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à parité avec l'ANRU, conformément au CPER <p>III. <u>Autres quartiers d'habitat social</u></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.</p>
Modalités	<p>✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an, et atteinte de l'étiquette C.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements démolis • Nombre de logements créés • Nombre de logements réhabilités et performance thermique • Nombre de logements résidentialisés

Axe C5 : Mobilité durable

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 26 : Le renforcement de l'intermodalité

26.1. Engager le réaménagement du pôle d'échanges de la gare de Chartres

La Région Centre soutient le projet d'aménagement du pôle d'échanges de la gare de Chartres, au travers de sa participation aux réflexions sur le projet et d'un financement des études et d'une première phase d'aménagement liée à la mise en service en 2015 du nouveau matériel Régio2N.

Elle accompagnera l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de Chartres en privilégiant les opérations :

- relevant de sa compétence en tant qu'autorité organisatrice avec notamment le bâtiment voyageur,
- favorisant l'intermodalité : billettique, l'information multimodale, la réalisation de la passerelle et les aménagements en faveur du vélo et des modes doux.

26.2. Faciliter l'intermodalité dans toutes les gares et le report modal

Enjeu 27 : Le développement de l'usage des modes doux et le soutien à l'éco-mobilité

27.1 Développer l'usage des modes doux notamment pour les déplacements utilitaires

Avec l'objectif de favoriser le report modal vers les modes doux de déplacement, **la Région :**

- **contribuera à la réalisation d'un réseau cyclable sur le pôle aggloméré de Chartres interconnecté et lisible** intégrant le rabattement vers les transports collectifs, les gares et les principaux pôles générateurs de déplacements en s'appuyant notamment sur le schéma directeur vélo du plan vert.
- **encouragera** la réalisation d'un réseau intercommunal de pistes cyclables et la promotion de l'usage du vélo sur le reste du territoire en priorisant les villes-pôles intermédiaires de Nogent le Roi, Epervilliers, Maintenon, Gallardon, Auneau, Voves, Illiers-Combray et Courville-sur-Eure.
- **soutiendra**, en complément de la maison du vélo sur le pôle gare de Chartres, les actions susceptibles de développer l'usage du vélo ainsi qu'une offre sécurisée en matière de stationnement des vélos.

Le schéma directeur du Plan Vert qui intègre les trames vertes et bleues a été validé en janvier 2014 à l'échelle des 47 communes et est en cours de mise à jour à l'échelle des 66 communes (agrandissement de Chartres métropole au 1^{er} janvier 2018). Ce schéma est un des éléments du SCoT, les trames vertes et bleues intégrées au SCoT s'appliqueront aux documents d'urbanisme des communes.

Dans le cadre des actions entreprises sur le précédent contrat régional d'agglomération, Chartres métropole poursuit l'aménagement de la coulée verte sur l'axe de la vallée de l'Eure, avec des cheminements piétons et la création de pistes cyclables, tout en préservant les espaces naturels du territoire.

Par ailleurs, depuis dix ans, la Ville de Chartres et Chartres métropole ont engagé un vaste projet de requalification et ré-urbanisation du quartier du Pôle Gare autour d'un enjeu majeur : redéployer

et renforcer l'intermodalité autour de la gare SNCF en étroite collaboration avec ses différents partenaires.

Inscrit dans la convention relative au soutien financier pluriannuel de la Région Centre-Val de Loire du projet Pôle Gare, signée le 13 juillet 2018, le programme prévoit la création d'une nouvelle organisation intermodale des transports en liant avec la gare. Ce projet permettra de moderniser et d'améliorer la desserte des trains, de faciliter l'accessibilité et la circulation des différents modes de transport sur ce site tout en développant leur complémentarité.

Les principaux éléments de ce programme, dont l'intérêt communautaire a été réaffirmé par Chartres métropole, sont :

- Le projet de plateforme d'échange multimodale et l'aménagement d'espaces publics
- Les aménagements permettant la mise en place d'un Bus à Haut Niveau de Services
- La création d'une passerelle permettant de desservir depuis la gare le futur Complexe Culturel et Sportif
- Les travaux liés à ces opérations et notamment les reconstitutions ferroviaires.

Concernant ces dernières, elles touchent l'ensemble des terrains du Pôle Gare et des installations de tous types (voies ferrées, équipements et réseaux de communication, locaux et infrastructures techniques...) et intègrent notamment les acquisitions foncières, les démolitions, les dépollutions et la préparation des terrains en vue de leurs réaménagements.

AXE C5 : Mobilité durable	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure 30 - Vélo utilitaire / Plan Vert	880 000 €	880 000 €	
Mesure 30-5 - Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0 €	0 €	
Mesure 30-3 - Aménagement Pôle Gare	2 323 000 €	2 323 000 €	
TOTAL	3 203 000 €	3203 000 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Aménagements d'itinéraires cyclables dans le cadre du Plan Vert sur l'agglomération chartraine (Vélo + Aménagements paysagers mesure 22-4)

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 3 000 000 € dont 2 200 000 € au titre des pistes cyclables

Contenu :

Chartres métropole a validé son 2^e schéma directeur du Plan Vert en janvier 2014, qui sera mis à jour courant 2019 à l'échelle des 66 communes. La volonté de l'agglomération est de poursuivre l'aménagement des coulées vertes engagées dans le précédent contrat régional d'agglomération, en préservant les espaces naturels tout en les ouvrant en partie au public. Mise en valeur des paysages des vallées de l'Eure, de la Roguenette, de la Voise.

Avancement du projet :

Continuité du programme engagé depuis 2014 par phasage de travaux et d'aménagement.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2018 (date de démarrage anticipé)

Aménagement du Pôle Gare de Chartres (infra-ferroviaires)

Maître d'ouvrage : CA Chartres Métropole

Montant estimatif du projet : 50 000 000 €

Contenu :

Depuis 2008, la Ville de Chartres met en œuvre le projet de requalification urbaine du Pôle Gare, qui doit redéployer l'intermodalité autour de la gare SNCF, en lien étroit avec ses différents partenaires. Dans la continuité des opérations de modernisation du bâtiment voyageur et d'aménagement de la zone de vidange, il est à présent question de la reconstitution ferroviaire qui touche l'ensemble des terrains du Pôle Gare et des installations de tous types (voies ferrées, équipements et réseaux de communication, locaux et infrastructures techniques...).

Cette partie de l'opération est majoritairement gérée par la SNCF et le financement délégué à Chartres Aménagement via une convention.

Conformément à la convention de soutien financier pluriannuel signée entre la Région et Chartres métropole le 13 juillet 2018, une première enveloppe financière a été accordée au titre du contrat 2013-2017 à hauteur de 4.677 M€ et une seconde est sollicitée au titre du présent contrat.

Avancement du projet :

L'ensemble des acquisitions ont été faites par la SNCF en 2017. 95% des travaux de reconstitution ferroviaire ont été effectués. La partie des travaux de démolitions et de réseaux est en voie d'être finalisée. L'autre partie concernant les dépollutions devrait être réalisée courant 2019. La fin de l'opération est envisagée pour 2020 après la réalisation de la passerelle.

Echéancier (démarrage des travaux) : 01/2015 (date de démarrage anticipé)

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité - Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services - Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, - Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie - Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, - Acquisition de vélos, - Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.) - Supports de communication et de promotion
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional	40% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...) ⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage ⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication ⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaire à vocation utilitaire aménagé

Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'utilisation de la voiture individuelle • Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements • Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé • Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs • Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage • Initiatives liées au transport collectif à traction animale • Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...) • Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes - Associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes : 80% • Investissements : 40% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet - Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Communication : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisées

« Reconstitution ferroviaire des terrains du pôle gare de Chartres »

Cadre spécifique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accessibilité à la gare ferroviaire de Chartres - Développer l'usage des transports en commun sur le territoire - Développer une véritable offre intermodale sur le territoire
Contenu	<p>La reconstitution ferroviaire touche l'ensemble des terrains du pôle gare et des installations de tous types (voies ferrées, équipements et réseaux de communication, locaux et infrastructures techniques...). Elle intègre notamment les acquisitions foncières, les démolitions, les dépollutions et la préparation des terrains.</p> <p>Date de démarrage : 2015 Date prévisionnelle d'achèvement : 2023 Coût prévisionnel de l'opération globale : 50 M €</p>
Maîtres d'ouvrage	Communauté d'agglomération de Chartres Métropole
Financement régional	<p>Subvention de 2 323 000 € définie dans le cadre de la convention relative à au soutien financier pluriannuel apporté par la Région Centre-Val de Loire dans le cadre du projet Pôle Gare de Chartres.</p> <p>Il conviendra de définir une dépense subventionnable comme ce fut le cas sur le contrat 3G pour le financement de la première tranche du projet à hauteur de 4 677 000 €.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation d'un projet global d'aménagement de la gare : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'état des lieux de la gare et le diagnostic du site, ○ les objectifs visés, le scénario d'aménagement retenu, ○ le programme d'actions et pour chaque opération : sa description, son chiffrage prévisionnel, son calendrier de réalisation prévisionnel et autant que possible son plan de financement prévisionnel. ➤ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 24 : L'engagement en faveur de la transition énergétique

24.1 Mettre en œuvre des stratégies énergétiques territoriales

Face au double défi climatique et énergétique, **la Région encourage :**

- Chartres Métropole à déployer les actions de son PCET adopté en 2012
- l'émergence, en dehors du périmètre de l'agglomération de Chartres, de stratégies en faveur de la transition énergétique à une échelle adaptée.

Par ailleurs, les actions énoncées dans le cadre de l'enjeu 26 « Engagement en faveur de la transition énergétique » sont de nature à être adossées à un ou plusieurs Plans Climats locaux.

Le 17 décembre 2012, le Conseil communautaire de Chartres métropole prenait connaissance du Bilan Carbone de Chartres métropole qui faisait état de l'émission de 1 026 000 téqCO₂ sur le territoire de l'agglomération. Faisant suite à ce bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES), techniciens, élus et membres du Conseil de développement se sont réunis pour définir une stratégie dans l'objectif de réduire l'empreinte carbone du territoire. Le 18 octobre 2013, le Conseil communautaire a approuvé le plan d'actions du plan climat énergie territorial (PCET) qui a émergé de ces échanges.

La loi de transition énergétique promulguée le 17 août 2015 et les décrets en découlant ont fait évoluer cette réglementation. Ainsi, les collectivités de plus de 20 000 habitants ont l'obligation d'élaborer une nouvelle version du plan climat, intitulé Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET). Il s'agit dorénavant d'y intégrer de nouveaux axes tels que la lutte contre la pollution de l'air, la vulnérabilité du territoire au changement climatique, la séquestration du carbone et la production d'énergies renouvelables.

Ainsi, par délibération du 28 septembre 2017, la Communauté d'Agglomération de Chartres métropole s'est engagée dans la réalisation d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) dont l'élaboration a débuté en juin 2018 et qui s'appuiera sur une large concertation (ateliers thématiques, information du public, participations des acteurs du territoire...).

Ce PCAET devrait être approuvé par le Conseil communautaire fin 2019-début 2020.

	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N°30-6 - Expérimentations de « territoires en transition »	10 000 €		10 000 €
TOTAL	10 000 €		10 000 €



Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO2 ; favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ; renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente. Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économique, social et écologique.
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition. Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes.
Contenu	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies.
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> 80 % pour les études stratégiques. 50 % pour l'animation. Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires. S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 21 : La préservation de la biodiversité

21.1 Maintenir des connexions et les fonctionnalités écologiques existantes, entre les massifs boisés et les vallées de l'Eure et du Loir

A la suite des études « Trame Verte et Bleue » (TVB) réalisées ou en cours de réalisation, les priorités régionales concernent notamment :

- **la réalisation des actions préconisées dans les études TVB**, visant à préserver et gérer, restaurer les espaces naturels et les corridors écologiques
- **la mise en œuvre de pratiques de gestion urbaine et d'aménagement intégrant la biodiversité en milieux urbains** : gestion différenciée des espaces verts et « 0 pesticides », rénovation de bâtiment public permettant la nidification d'espèces comme les hirondelles, les chauves-souris ou le nourrissage pour les pollinisateurs,
- **l'amélioration de la connaissance locale de la biodiversité**, comme outil d'aide à la décision en termes d'aménagement et de gestion des espaces, y compris pour la biodiversité ordinaire et la généralisation des Inventaires Biodiversité Communaux permettant d'affiner les TVB
- **les actions d'éducation, de découverte et de sensibilisation à l'environnement** auprès de publics divers (habitant, scolaires, touristes ...) en lien avec les sites existants et les acteurs du territoire (Eure et Loir Nature) et actions de sensibilisation des agriculteurs à des modes de production plus respectueux de l'environnement (via des diagnostics biodiversité). L'action « **observatoire des pratiques agricoles** » **portées par l'association Hommes et Territoire et accompagnée par la Région** peut, dans ce cadre, être davantage valorisée.

Par ailleurs, la mise en œuvre du plan vert à l'échelle de l'agglomération de Chartres pourrait être de nature à renforcer et recréer des espaces favorables à la biodiversité ordinaire et participe à la qualité du cadre de vie.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, Chartres métropole a pris la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations), en plus de sa compétence d'entretien de l'Eure et ses affluents, sur l'ensemble des 66 communes composant son territoire.

La dégradation des milieux naturels, leurs fragmentations et plus largement l'artificialisation du territoire ont des impacts irréversibles et négatifs sur la biodiversité et la qualité de la ressource en eau. Ces phénomènes, constatés à une vaste échelle, affecte également notre territoire. Par conséquent, Chartres métropole a engagé une stratégie de préservation des espaces naturels et des espèces. Elle en fait un enjeu majeur dans ses futurs aménagements touchant les différents vallées (Couasnon, La Roguenette, l'Eure...) afin de constituer un territoire plus en phase avec la nature.

En matière de remise en état des continuités écologiques, deux notions fondamentales doivent être traitées :

1. Les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel
2. Les corridors écologiques qui assurent les connexions entre les réservoirs de biodiversité et qui offrent des conditions favorables au développement des espèces.

Cela se traduit par l'élaboration d'une Trame Verte et Bleue.

AXE D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
31 - Trame Verte et Bleue	905 000€	755 000 €	150 000 €
32 - Gestion différenciée des espaces publics	20 000 €	20 000 €	
33 - Agir pour la biodiversité domestique			
34 - Matériels agricoles permettant la pratique favorable à la biodiversité et à l'eau	50 000 €	50 000 €	
TOTAL	975 000 €	825 000€	150 000€

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 31

Restauration des cours d'eau et milieux aquatiques annexes du territoire

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 2 000 000 €

Contenu :

Afin de retrouver une bonne qualité des eaux des cours d'eau ainsi que celle des milieux associés (berges, ripisylve, zones humides), Chartres métropole met en place des plans pluriannuels de restauration et d'entretien (PPRE) pour l'ensemble des cours d'eau (prioritairement les cours de l'Eure et ses différents bras, l'Houdouenne, La Roguenette et la Voise) ainsi que des milieux aquatiques annexes (les mares, plans d'eau, vallées, zones humides, fond de vallées...)

L'agglomération sollicitera la Région, selon les actions, en complément de l'Agence de l'eau Seine Normandie, sur les opérations de restauration des milieux naturels et de restauration plus lourde : renaturation, restauration de la continuité écologique, travaux d'hydromorphologie. Concernant ces travaux d'hydromorphologie, la Région soutiendra les actions contribuant à la préservation des différents compartiments biologiques. En effet, la Région n'a pas vocation à intervenir sur les travaux de prévention du risque inondation. Ainsi, les dossiers seront étudiés au cas par cas et devront démontrer les impacts prévus en termes de biodiversité.

Avancement du projet :

Dans le cadre de ses compétences de l'entretien de l'Eure et de sa compétence GEMAPI depuis le 1^{er} janvier 2018, Chartres métropole poursuit son action biodiversité sans discontinuer.

Echéancier : 01/2018 (date de démarrage anticipé)

Reconquête de la biodiversité de la Vallée des Joncs (2^e tranche)

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 160 000 €

Contenu :

Ce projet vise à l'amélioration de la vallée des Joncs à Fontenay sur Eure en recréant à son départ une zone humide artificielle, favorisant l'épuration de l'eau avant son arrivée dans un cours aérien arboré. Cette démarche représente un projet pilote dont la réussite permettrait de clarifier pour ces contextes les relations entre la biodiversité et la gestion du cycle de l'eau.

Un suivi de zone sera également mis en place à partir de 2020 et sera réalisé par Eure et Loir nature sur les éléments faunistiques.

Avancement du projet :

Le bureau d'étude a transmis sa proposition pour la création des deux zones humides afin de lancer le dossier de déclaration courant du 1^{er} semestre 2019. En ce qui concerne le fossé en lui-même, la phase travaux plantations commencera pendant l'hiver 2019 pour s'achever au printemps 2020.

Echéancier : 01/2019 (date de démarrage anticipé)

Etude biodiversité sur le Couasnon

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 50 000 €

Contenu :

Une étude d'enjeux pour la remise en eau du Couasnon (de Mainvilliers à Lèves) est envisagée. Le Couasnon est un petit cours d'eau temporaire, alimenté principalement par les eaux de pluie. L'apport en débit tout au long de l'année en provenance des eaux traitées de la station d'épuration de Chartres améliorerait sensiblement l'existant en termes de biodiversité humide et créerait de nouveaux milieux aquatiques et semi-aquatiques.

Cette étude comprendra un inventaire faune et flore, la définition des enjeux biodiversité et la pré-localisation des sites d'intérêts et potentiels zone humide.

Avancement du projet :

Etude lancée au 2^e semestre 2019 pour une durée d'environ 18 mois.

Echéancier : 06/2019 (date de démarrage anticipé)

Réaménagement de la mare Picot

Maître d'ouvrage : Commune de Nogent le Phaye

Montant estimatif du projet : 20 000 €

Contenu :

Vidange et curage de la mare, reprofilage en pente douce, reprise des réseaux, engazonnement sur natte coco, plantation de vivaces aquatiques sur 2 rangs et d'un bosquet, fascine de saules vivants.

Avancement du projet :

Une 2^e consultation a été lancée suite au désistement de l'entreprise retenue lors de la première du 5 juillet 2018

Echéancier : 08/2019 (date de démarrage anticipé)

Sentier pédagogique autour des étangs de Fontenay sur Eure

Maître d'ouvrage : Commune de Fontenay sur Eure

Montant estimatif du projet : 9 000 €

Contenu : Sentier pédagogique autour des étangs communaux sur le thème "Entre plans d'eau et forêt" afin de sensibiliser les publics à la préservation des espaces naturels.

Avancement du projet : Après une phase de calage avec les étudiants ayant travaillé sur ce dossier jusqu'en juin 2018, les illustrations (hors demande de financement) ont été réalisées.

L'entreprise en charge de la mise en page et de la création des panneaux a transmis un projet de mise en page des panneaux en décembre 2018. La mise en place est envisagée au 1^{er} trimestre 2019.

Echéancier : 01/2019 (date de démarrage anticipé)

Trame verte et bleue : études et aménagements

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale. Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Ingénierie permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration d'études stratégiques l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC) les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole) ➤ <i>Aménagements permettant :</i> <ul style="list-style-type: none"> la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage) la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) - Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) - Communes, EPCI, associations : 80% maximum <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage ➤ Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. ➤ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional ➤ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nombre de KWh économisés /an Nombre de GES évités /an Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés

Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u> Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u> Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études : Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau - Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herseuses étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait. - <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux - Protection de la faune : effaroucheurs - <u>Economie d'eau</u> : Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouveaux installés (depuis moins de 5 ans), - ou exploitants en agriculture biologique, - ou structures collectives, <p>... dans la limite de 40%</p> <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 24 : L'engagement en faveur de la transition énergétique

24.2 Accompagner la réhabilitation thermique de l'habitat et des bâtiments publics des collectivités

Afin de lutter contre la précarité énergétique et renforcer l'attractivité du parc de logement pour réduire la vacance, la **Région accompagnera les maîtres d'ouvrages notamment dans les diagnostics thermiques pour les bâtiments publics**, para-publics et tertiaires, au titre du partenariat avec l'ADEME notamment ou au titre du dispositif Région « Energétis Collectivités ».

La sensibilisation et le soutien des maîtres d'ouvrages aux travaux de rénovation se feront à travers notamment **les dispositifs régionaux** (Plan isolation, Prévéo, Energetis Collectivités), le soutien aux COEP, CEP...

24.3 Soutenir le développement des ressources renouvelables locales

La **Région orientera son intervention sur des actions permettant la structuration des filières bois et éco-matériaux porteuses d'innovations et de perspectives d'emplois.**

Dans le cadre des futures actions du PCAET, il est proposé de soutenir 3 mesures fortes en matière de valorisation des énergies de récupération, d'efficacité énergétique et de réduction des pollutions atmosphériques et lumineuses :

- Réhabilitation thermique des bâtiments publics
- Rénovation de l'éclairage public de l'ensemble de l'agglomération chartraine
- Développement de la valorisation énergétique de l'UVE de Mainvilliers.

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	800 800 €	800 800 €	
Mesure N°35.2 : Bonification climat-énergie ⁽¹⁾	0 €	0 €	
Mesure N°35.3 : Eclairage public	1 482 200 €	1 482 200 €	
Mesure N°36 : Filière Bois énergie (de la production à la transformation)	0 €	0 €	
TOTAL	2 283 000 €	2 283 000 €	

(1) : Bonification énergie-climat

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux bio-sourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 35-3

Rénovation de l'éclairage public de l'agglomération chartraine

Maître d'ouvrage : Chartres métropole

Montant estimatif du projet : 2 000 000 €

Contenu :

Suite à sa prise de compétence réseaux secs en juin 2015, Chartres métropole a entrepris une vaste campagne de modernisation de son réseau d'éclairage public, en lien avec un diagnostic complet de son patrimoine qui doit s'achever en janvier 2019.

A travers un programme financier ambitieux, l'agglomération propose de renouveler toutes les sources lumineuses obsolètes (lampes à vapeurs de mercure, ballons fluos) et énergivores (lanternes de type « boule ») sur un programme pluriannuel.

Pour chaque commune, le dimensionnement des nouveaux éclairages, de technologie LED, sera étudié afin de permettre une optimisation des économies d'énergie tout en garantissant une qualité d'éclairage optimale.

Le travail en hauteur nécessitant une main d'œuvre qualifiée, Chartres Métropole s'est engagée à ce que les heures d'insertion à réaliser en valeur absolue soient reportées sur les chantiers liés à l'enfouissement des réseaux qui ne font pas l'objet d'un financement régional.

Avancement du projet :

Marché à bons de commande notifié en juillet 2018. Fin du diagnostic prévu en janvier 2019.

Travaux engagés pendant le 1^{er} semestre 2019.

Echéancier (démarrage des travaux) : 04/2019 (date de démarrage anticipé)

Eclairage Public

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional - Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule » - Contribution à la préservation de la trame noire
Prérequis	Réalisation d'un audit «Eclairage Public» comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
Contenu	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - luminaires (dont crosses et mats) - horloges astronomiques - rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée - système de variation de la puissance - ...
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
Financement régional	<p>Taux de subvention : 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale - Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible - Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés / an • Nb de GES évités / an • Nombre de points lumineux traités

